



Les trois sous-préfectures se démarquent par leur dynamisme économique

Le Nord-Caraïbe et le Nord-Atlantique sont confrontés au recul démographique et à la vacance des logements. Cette perte de vitalité se ressent particulièrement sur l'offre d'emplois disponibles et le nombre d'équipements proposés. Le sud de la Martinique est également sous doté en équipements. Néanmoins, l'activité touristique irrigue son économie. En Martinique, les trois sous-préfectures se démarquent par leur dynamisme : au nord, la commune de Saint-Pierre est un pôle de services et d'emplois; au sud, la sous-préfecture du Marin offre un niveau d'équipements supérieur aux communes de la zone ; enfin, dans le Centre-Atlantique, La Trinité concentre aussi les services et les emplois.

Baptiste Raimbaud, Insee

Le dynamisme économique, démographique et l'implantation des équipements divergent selon les zones en Martinique. D'un côté, les petites communes agricoles du nord ; de l'autre, le sud qui bénéficie des retombées du tourisme. Dans un contexte de revitalisation des centres-bourgs, qui vise notamment à ramener des habitants et des commerces dans les cœurs de ville désertés, la Martinique souffre du contraste entre les communes du Centre-Agglomération et le reste de l'île.

LE NORD

Le Nord-Atlantique regroupe six petites communes allant de 700 habitants (Grand Rivière) à 6 930 habitants (Le Lorrain) et perd 1,2 % de sa population chaque année entre 2011 et 2016. Le Nord-Caraïbe est composé de huit petites communes allant de 760 habitants (Fonds-Saint-Denis) à 5 100 habitants

(Morne-Rouge) et perd 0,5 % de sa population chaque année (contre - 0,8 % en moyenne en Martinique). Aussi, les communes du nord sont peu peuplées avec une part des seniors (plus de 65 ans) élevée par rapport à la moyenne martiniquaise, un quart au Nord-Atlantique et 21 % dans le Nord-Caraïbe.

Nord-Caraïbe: forte vacance et sous-occupation des logements

Le recul démographique du Nord-Caraïbe se répercute sur le parc de logements avec un phénomène de vacance important (20 %) et une très forte sous-occupation des logements (15 % des logements sous-occupés, *définition*). La part des logements vacants est néanmoins plus faible dans les communes en périphérie du Centre-Agglomération, notamment Case-Pilote et Fonds-Saint-Denis. En revanche, plus d'un quart des logements sont vacants à Bellefontaine, au Prêcheur et à Saint-Pierre. Bellefontaine se distingue néanmoins

par un faible taux de sous-occupation (deux fois moins qu'en Martinique). Le déclin démographique se ressent aussi sur la durée d'occupation des logements : 38 % des logements sont occupés depuis plus de 20 ans par les mêmes ménages dans le Nord-Caraïbe.

L'ancrage des habitants à leur logement est particulièrement fort dans les trois communes les plus excentrées : Morne-Rouge, Le Prêcheur et Fonds-Saint-Denis. Dans ces communes, respectivement 42 %, 44 % et 54 % des logements ont les mêmes occupants depuis plus de 20 ans. Les habitants y souffrent davantage du chômage qui atteint 29 % au Prêcheur (contre 25 % de Martiniquais se déclarant au chômage lors du recensement de la population, *définition*). Elles proposent très peu d'emplois : 0,61 emploi par personne active (en emploi ou au chômage, *définition*) au Prêcheur et au Morne-Rouge, et seulement 0,44 à Fonds-Saint-Denis (*figure 1*). Aussi, les habitants du Prêcheur sont les plus touchés par la pauvreté en

Martinique : le niveau de vie médian est de 1 070 € par mois pour une personne seule contre 1 465 € en Martinique. Par ailleurs, 71 % des travailleurs de Fonds-Saint-Denis exercent leur emploi dans une autre commune. L'emploi au Nord-Caraïbe dépend fortement du secteur agricole, un sixième des emplois à Fonds-Saint-Denis et au Morne-Rouge et jusqu'à un tiers des emplois au Prêcheur.

Case-Pilote se distingue par un niveau de vie élevé (les ménages sont les plus aisés de Martinique après Schoelcher), un taux de chômage faible (16 %) malgré une offre d'emploi sur place limitée (0,32 emploi par actif) : les trois quarts des salariés travaillent ailleurs, en particulier dans le Centre-Agglomération. De même, le taux de chômage est faible au Morne-Vert (17 %) en lien avec une forte proportion de navetteurs, vers Fort-de-France, mais aussi vers Le Carbet et Saint-Pierre, et de nombreux emplois agricoles.

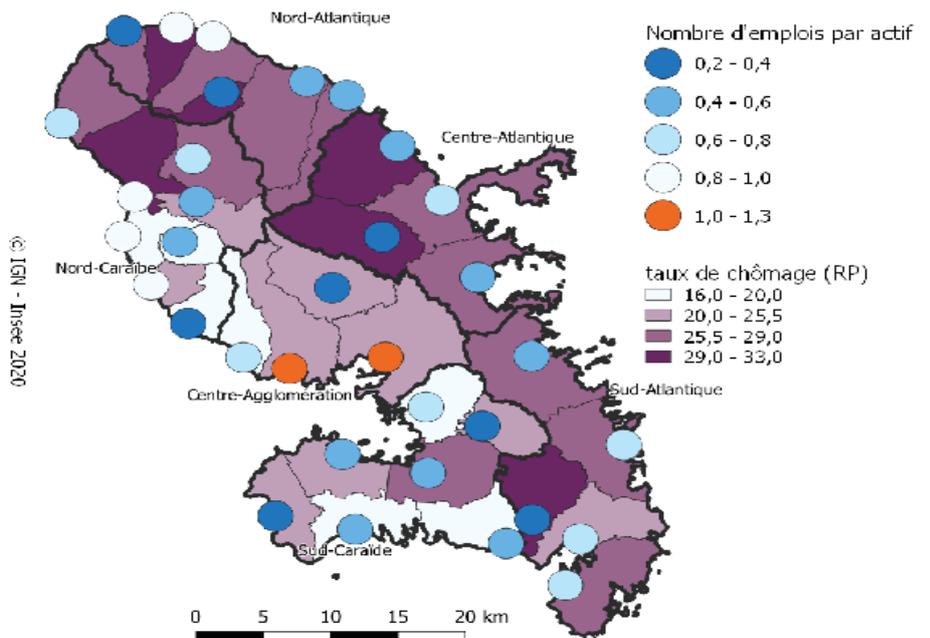
Nord-Caraïbe: emplois et services centrés sur Saint-Pierre et Le Carbet

Le Nord-Caraïbe, comme le reste du nord, souffre d'un manque structurel d'équipements. En effet, à l'exception de Saint-Pierre qui se démarque, toutes les communes du nord sont sous-dotées (figure 2). Rapporté au nombre d'habitants, les magasins non-alimentaires (électroménager, habillement, etc.) sont deux fois moins nombreux qu'en moyenne en Martinique, en particulier au Morne-Vert, à Fonds-Saint-Denis et à Bellefontaine. De plus, les professionnels de santé dans le Nord-Caraïbe sont près de deux fois moins nombreux qu'au Centre-Agglomération. L'écart entre les petites communes du nord et le Centre-Agglomération est cependant moins marqué pour les services de proximité (fleuriste, école de conduite, laverie... définition). Néanmoins, les communes du Nord-Caraïbe offrent un bon accès aux établissements scolaires. Par exemple, Bellefontaine dispose d'un lycée proposant une offre variée de cursus généraux et professionnels malgré la petite taille de la commune. Le Carbet dispose d'un centre de formation agricole continue. Enfin, les habitants ont un accès facile aux magasins alimentaires avec au moins une supérette ou une épicerie dans chaque commune.

La sous-préfecture de Saint-Pierre est mieux dotée en services de proximité et en professionnels de santé que la moyenne des communes martiniquaises. De plus, les équipements touristiques sont essentiellement concentrés à Saint-Pierre et au Carbet. La commune du Carbet tire profit du niveau d'équipement et d'emplois proposés dans la zone : le taux de chômage est faible (18 %) avec de nombreux navetteurs entre Le Car-

1 Trois pôles d'emplois autour de Fort-de-France, de Saint-Pierre et de Basse-Pointe

Taux de chômage et nombre d'emplois par personne active (en emploi ou au chômage)



Note de lecture : le taux de chômage à Saint-Pierre est compris entre 29 % et 33 % et la commune propose entre 0,8 et 1 emploi par actif

Source : Insee, recensement de la population 2016.

bet et Saint-Pierre et le niveau de vie des habitants est élevé. En revanche, la commune de Saint-Pierre ne bénéficie pas des mêmes retombées économiques avec un taux de chômage de 29 % et un niveau de vie bien inférieur au niveau de vie médian.

Nord-Atlantique: des emplois agricoles mais un taux de chômage élevé

Le parc de logements du Nord-Atlantique souffre des mêmes difficultés que celui du Nord-Caraïbe avec un taux de vacance (figure 3) qui atteint les 20 %. De plus, 17 % des logements sont sous-occupés et 46 % des logements sont occupés par le même ménage depuis plus de 20 ans. Par ailleurs, les communes d'Ajoupa-Bouillon et du Marigot attirent quasi exclusivement des Martiniquais (respectivement 92 % et 96 % des arrivées). Cette zone est la moins dotée en équipements de Martinique, avec une présence quatre fois moins importante des professionnels de santé et des magasins non-alimentaires par rapport au Centre-Agglomération. Néanmoins, comme dans le Nord-Caraïbe, chaque commune dispose de magasins alimentaires. Seule Basse-Pointe propose davantage d'équipements avec de nombreux magasins alimentaires (dont un supermarché) et une offre de services de proximité conséquente (supérieure à celle proposée au Centre-Agglomération).

L'économie du Nord-Atlantique repose essentiellement sur l'agriculture (jusqu'à 58 % des emplois à Macouba). Le taux de chômage est élevé dans toutes les communes du Nord-Atlantique (entre 26 % et 31 %). De plus, les habitants sont fortement touchés par la pauvreté, le niveau

de vie médian de ces communes est inférieur à celui de l'île. Néanmoins, l'activité économique est inégalement répartie entre ces communes : Macouba et Basse-Pointe concentrent les emplois (0,85 et 0,91 emploi par actif) ; à l'inverse Grand'Rivière et l'Ajoupa-Bouillon en sont dépourvus (0,28 emploi par actif). Le Marigot propose quant à lui 0,55 emploi par actif (en emploi ou au chômage) et Le Lorrain 0,58. Ainsi, les flux domicile-travail sont importants à Basse-Pointe et Macouba qui attirent des travailleurs résidant hors de la commune.

LE SUD

Le Sud de la Martinique est un territoire hétérogène sur le plan démographique mais aussi économique. Cet espace regroupe six grandes communes de plus de 10 000 habitants et autant de petites communes de moins de 10 000 habitants.

Sud-Caraïbe: le tourisme irrigue les Trois-Îlets, le Diamant et Sainte-Luce

Au sein du Sud-Caraïbe, les communes des Trois-Îlets, du Diamant et de Sainte-Luce regroupent 23 300 habitants. Les habitants sont relativement jeunes avec une part des plus de 65 ans qui se situe aux alentours de 15 % (contre 19 % en Martinique). Aussi, ils sont moins sédentaires : seulement 19 % des logements aux Trois-Îlets sont occupés depuis plus de 20 ans par leurs résidents (27 % au Diamant et 23 % à Sainte-Luce ; les trois taux les plus bas de Martinique). Malgré une population qui diminue légèrement depuis 2012, les communes du Diamant et des Trois-Îlets restent attractives

pour de nombreuses personnes provenant de communes non martiniquaises (respectivement 42 % et 56 % des arrivées entre 2011 et 2016).

Ces trois communes constituent la principale zone touristique de Martinique avec 22 hôtels (soit près de la moitié du parc hôtelier de Martinique), cinq musées ou écomusées et 260 restaurants (soit plus de 11 restaurants pour 1 000 habitants contre six en moyenne en Martinique).

Le secteur de l'hébergement et de la restauration représente jusqu'à 28 % des emplois sur la commune des Trois-Îlets contre 4,3 % des emplois en moyenne en Martinique (23 % au Diamant et 16 % à Sainte-Luce). Ainsi, le taux de chômage est relativement bas : au Diamant, à Sainte-Luce et aux Trois-Îlets, respectivement 16 % et 20 % et 22 % des actifs se déclarent au chômage contre 25 % en Martinique. De plus, ces communes sont 3^e, 5^e et 6^e en termes de niveau de vie sur 34 communes. Enfin, la commune des Trois-Îlets propose dix magasins non-alimentaires pour 1 000 habitants, soit deux fois plus que dans l'Espace Sud Martinique.

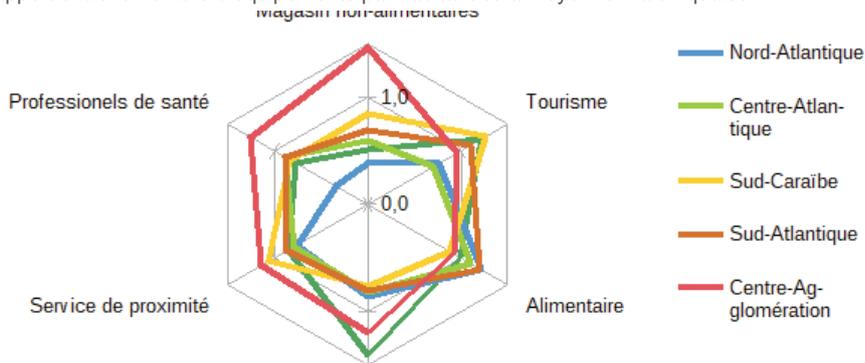
La commune de Ducos bénéficie quant à elle du dynamisme de l'agglomération de Fort-de-France. La population s'accroît depuis 2007. Elle est jeune, avec une part de seniors de seulement 15 %. Le taux de chômage est bas (18 %) et la population dispose d'un niveau de vie élevé (le 4^e de Martinique).

La commune propose, dans l'ensemble, un nombre d'équipements proche de la moyenne martiniquaise. De plus, la proximité avec le centre de l'île et les zones touristiques offre aux habitants un accès rapide à de nombreux équipements. Par ailleurs, le commerce représente 20 % des emplois à Ducos contre 13,5 % dans l'ensemble de la Martinique : le développement des zones industrialo-commerciales y a été soutenu (Génipa, Champigny, Cocotte et Petite-Cocotte...). Enfin, la moitié des travailleurs sont employés dans le Centre-Agglomération.

Les communes des Anses d'Arlet, de Rivière-Salée et du Saint-Esprit sont moins dynamiques que les autres communes du Sud-Caraïbe. En particulier, le taux de chômage s'élève respectivement à 28 %, 28 % et 25 %. Les habitants sont sédentaires avec 31 % à 34 % des logements occupés depuis plus de 20 ans par le même ménage. La population est plus âgée aux Anses d'Arlet (22 % des habitants ont plus de 65 ans). Aussi, la commune se démarque par une plus forte sous-occupation des logements (17 % contre 11 % dans le Sud-Caraïbe) et un secteur agricole plus développé (10 % des emplois contre 3,8 % des emplois du Sud-Caraïbe). De fait, les caractéristiques de cette commune sont proches de celles du nord martiniquais.

2 Une concentration des équipements dans le Centre de la Martinique

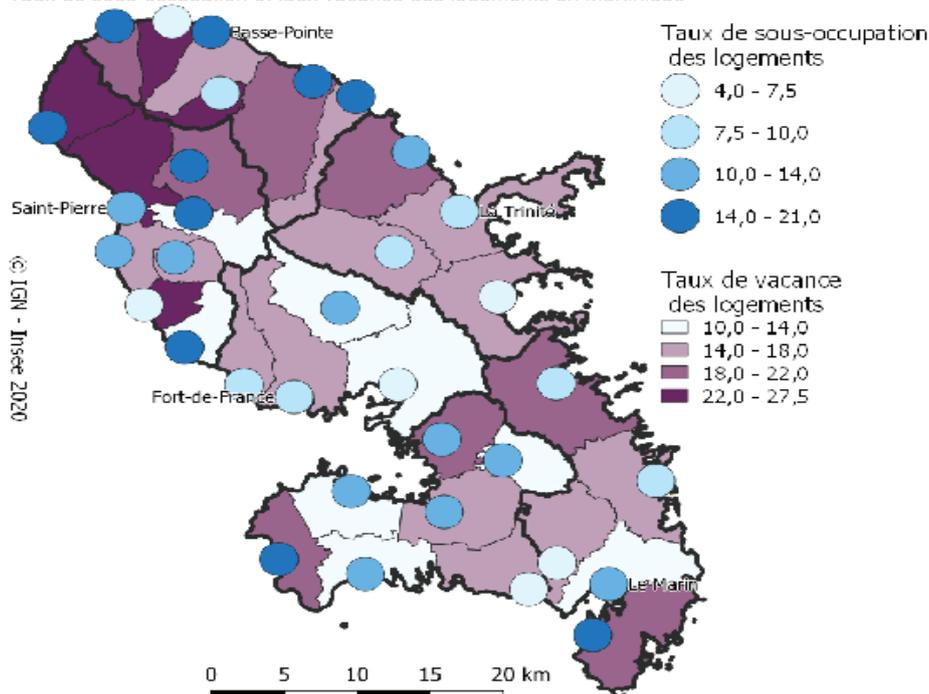
Rapport entre le nombre d'équipements par habitant et la moyenne martiniquaise



Note de lecture : Le Nord-Caraïbe compte deux fois moins de magasins non-alimentaires par habitant que la moyenne martiniquaise.
Source : Insee, base permanente des équipements 2019

3 Une part de logements vacants particulièrement élevée dans le nord

Taux de sous-occupation et taux vacance des logements en Martinique



Note de lecture : le taux de logements vacants à Sainte-Anne est compris entre 18 % et 22 %. Le taux de sous occupation des logements est supérieur à 14 %.
Source : Insee, recensement de la population 2016

Sud-Atlantique: concentration des équipements au Marin

Le Sud-Atlantique abrite la commune du Marin, sous-préfecture de Martinique, qui est la seule commune de la zone à gagner des habitants depuis 2012. Le chômage est au même niveau que la moyenne martiniquaise (25 %) et 30 % des habitants occupent leur logement depuis plus de 20 ans. Comme les autres sous-préfectures de l'île, le Marin concentre nombre de services, comme les magasins non-alimentaires et les professionnels de santé qui sont deux fois plus nombreux que la moyenne de l'espace Sud Martinique (Sud Caraïbe et Sud-Atlantique). Sainte-Anne est la commune de Martinique reposant le plus sur le tourisme. Pour autant, elle est isolée et en perte de population (-2,1 % de population par an entre 2011

et 2016). De plus, le taux de chômage s'élève à 27 %. A Sainte-Anne, 39 % des travailleurs sont employés dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration, répartis dans deux hôtels et 83 restaurants. Néanmoins, l'absence des autres secteurs d'activité place Sainte-Anne à un niveau proche des autres communes du Sud-Atlantique en termes d'emplois et de niveau d'équipements.

Le Vauclin, Le François et Rivière-Pilote sont plus peuplées que le Marin et Sainte-Anne. Néanmoins, elles sont moins dynamiques avec un taux de chômage respectivement de 27 %, 28 % et 33 %. Le secteur agricole est plus développé à Saint-François, générant 10% des emplois de la commune.

LE CENTRE

Centre-Atlantique : des grandes communes moins dynamiques qu'en Centre-agglomération

Le Centre-Atlantique se compose de quatre grandes communes regroupant au total 61 840 habitants (soit 16 % de la population). Néanmoins, ces communes perdent des habitants depuis 10 ans et le taux de vacance des logements s'élève à 16 %. Les habitants de Sainte-Marie et du Gros-Morne sont davantage sédentaires que ceux de la Trinité et du Robert (51 % des logements de Sainte-Marie sont occupés depuis plus de 20 ans contre 36 % à la Trinité). Le taux de chômage est élevé (30 %) au Centre-Atlantique. En effet, le Gros-Morne propose seulement 0,36 emploi par actif, le Robert 0,44 et la commune de Sainte-Marie 0,45 (contre 0,75 en Martinique). Seule La Trinité bénéficie d'une offre d'emplois supérieure (0,73 emploi par actif). Cette part plus élevée d'emploi s'explique en partie par une plus grande quantité de services proposés comme dans les autres sous-préfectures. La ville concentre en effet 2,5 fois plus de magasins non-alimentaires et de professionnels de santé que les autres communes de la zone (respectivement 7 contre 2,8 pour 1000 habitants et 4,7 contre 1,7 pour 1000 habitants). Les trois autres communes disposent d'une quantité moyenne d'équipements en comparaison à

l'ensemble de la Martinique. Par ailleurs, le secteur agricole est davantage développé au Gros-Morne et à Sainte-Marie que dans les deux autres communes du Centre-Atlantique avec respectivement 13 % et 13,5 % des emplois de ces communes. Enfin, la plupart des salariés de la zone travaillent dans une commune autre que celles où ils vivent (de 55 % à 70 %). Les principaux flux se font en direction du Centre-Agglomération, ou bien au sein du Centre-Atlantique.

Centre-Agglomération : Saint-Joseph contraste par un déficit d'emplois

Le Centre-Agglomération est la région martiniquaise la plus peuplée, regroupant 157 450 habitants en 2016, soit 42 % de la population de l'île. Fort-de-France est la commune du Centre-Agglomération qui attire le plus de personnes en provenance de l'extérieur de la Martinique. Le Lamentin et Fort-de-France concentrent les emplois, avec 71 200 emplois pour seulement 57 600 actifs (soit 54 % des emplois martiniquais). Ce dynamisme se retrouve dans l'offre d'équipements avec 61 % des magasins non-alimentaires de Martinique et 53 % des professionnels de santé. La ville de Saint-Joseph ne connaît pas le même dynamisme économique que les trois communes littorales. En effet, elle offre seulement 1 emploi pour 3 actifs. Aussi, ces emplois sont de natures différentes, davantage tournés vers l'agriculture (11 % des emplois contre 1,6 % au Centre-Agglomération)

et dans la construction (14 % contre 5,9 %). En revanche, le secteur du commerce est peu développé avec 9,3 % des emplois contre 15,1 % dans le Centre-Agglomération.

La moitié des emplois localisés à Saint-Joseph sont occupés par une personne vivant en dehors de la commune. Elles résident surtout à Fort-de-France ou Lamentin. La ville de Saint-Joseph fait office de commune dortoir de Fort-de-France, deux tiers des résidents en emploi travaillent dans le cœur de l'agglomération.

La commune de Schoelcher est celle où le niveau de vie est le plus élevé de l'île. Elle bénéficie de nombreux équipements dont l'institut universitaire, un centre de formation d'apprentis et du seul complexe cinématographique de l'île. ■

Définitions :

Taux de chômage : En application de la définition internationale du Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions. Le taux de chômage au sens du BIT est de 17% en 2016 en Martinique. Néanmoins, afin de comparer le chômage à un niveau plus fin, cette étude utilise le taux de chômage au sens du recensement de la population.

Service de proximité : Bibliothèque, Cinéma, Coiffure, Contrôle technique automobile, École de conduite, Électricien, Fleuriste-Jardinierie-Animalerie, Grande surface de bricolage, Institut de beauté-Onglerie, Pressing-Laverie automatique, Relais poste commerçant

Tous les concepts utilisés dans cette étude sont disponibles ici : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definitions>

Source :

La base permanente des équipements (BPE) répertorie un large éventail d'équipements et de services, marchands ou non, accessibles au public sur l'ensemble de la France. La BPE est construite à partir de sources administratives diverses.

Une revitalisation au cœur des politiques publiques

La revitalisation économique et commerciale des centres-bourgs et des centres-villes est une priorité d'intervention des politiques publiques nationales et locales. Cette politique répond à deux objectifs : rendre attractif des petites communes et des zones périurbaines, relever le défi de la transition écologique et énergétique. Elle prend notamment part à la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols.

Plusieurs démarches de revitalisation sont déjà à l'œuvre sur le territoire de la Martinique comme «La Revitalisation des centres-bourgs» à Saint-Pierre, le programme «Action Cœur de Ville» à Fort-de-France et au Lamentin ou encore la mesure «Revitalisation des centres-bourgs et amélioration du cadre de vie» du Contrat de Convergence et de Transformation 2019-2022. D'autres outils sont à mettre en place comme l'ORT (Opération de revitalisation de Territoires) créé par la loi ELAN et qui vise à soutenir des stratégies de revitalisation à l'échelle des EPCI ou encore le programme «Petites Villes de Demain», officiellement lancé en octobre 2020, qui sera prochainement déployé en faveur des villes de moins de 20 000 habitants.

Pour en savoir plus

- Raimbaud B., « Pauvreté et niveau de vie : 29 % des Martiniquais vivent sous le seuil de pauvreté », Insee Analyses Martinique n°39, juillet 2020
- Mazarin A., « Cap Nord : un espace urbain à dynamiser, un espace rural à revaloriser », Insee Analyses Martinique n°30, décembre 2018
- Creignou A., « Six zones d'emploi en Martinique : le Centre agglomération, pôle économique de l'île », Insee Flash n°139, septembre 2020



Service territorial de Fort-de-France
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe - CS 10641
97262 Fort-de-France Cedex

Directeur de la publication :
Olivier LENA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Mise en page :
Myriam JELAINÉ
ISSN : 2416-8106
© Insee 2020